

Une nouvelle résolution en faveur de l'indépendance du Porto Rico

Puerto Rico



Par María Josefina Arce

Porto Rico, l'un des rares pays au monde qui ont un statut colonial est latino-américain et caribéen. Ce pays a vécu depuis plus de 500 ans sous contrôle d'une métropole, tout d'abord de l'Espagne et après des États-Unis.

Washington a privé le peuple portoricain du droit à l'indépendance et à l'autodétermination. La Maison Blanche a déguisé son occupation sous le titre d'État Libre Associé. Elle ne reconnaît pas sa responsabilité historique et évite la décolonisation de cette île caribéenne.

Pour sa part, l'Amérique Latine a défendu dans les forums internationaux le droit des Portoricains à être libres et indépendants, à construire leur avenir tout comme les autres pays de la région.

Depuis 1972, chaque année le cas de Porto Rico est présenté auprès du Comité de l'ONU pour la décolonisation. Il faut signaler que c'est à la demande de Cuba que ce comité a décidé de se prononcer sur cette affaire. Notre pays, appuyé d'autres pays latino-américains, y promeut le débat de ce sujet.

Une nouvelle résolution vient d'être adoptée. Elle s'ajoute aux documents adoptés auparavant par le Comité sur la situation de Porto Rico qui maintenant s'élèvent à 34.

Le document prend en compte le fait que sa condition actuelle de subordination politique empêche Porto Rico de prendre des décisions souveraines et de donner une solution aux grands problèmes économiques et sociaux existant dans ce pays, dont le chômage et la pauvreté.

Avec une dette publique de plus de 73 milliards de dollars, à l'heure actuelle plus de la moitié de la population porto-ricaine vit dans la pauvreté et le taux de chômage est d'environ 15 %.

Le document fait également référence à la question de la restitution de toutes les terres occupées à Porto Rico et des bases situées sur les îles de Vieques et de Ceiba, qui ont été le théâtre de manœuvres militaires des États-Unis au cours de décennies, tout ce qui a nuit à l'environnement et à la santé des habitants de la zone.

Par exemple, à Vieques, les bombes laissent des déchets chimiques nuisibles pour l'habitat des espèces animales et végétales et pour les habitants de cette île.

La résolution recueille les préoccupations de la communauté internationale pour les actions menées contre les indépendantistes porto-ricains et la demande faite au président étasunien, Barack Obama, pour qu'il libère Oscar López Rivera de 71 ans, prisonnier politique cela fait plus de 30 ans.

117 ans de domination étasunienne sur Porto Rico n'ont pas réussi à effacer ni sa culture, ni son identité, ni les sentiments nationalistes de son peuple. C'est pourquoi, les pays membres de la Communauté des États Latino-américains et Caribéens, Celac, sont engagés à poursuivre leurs efforts dans le contexte du droit international afin de réussir à ce que la région, en plus d'être une zone de paix, soit aussi libre de colonies.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/60219-une-nouvelle-resolution-en-faveur-de-lindependance-du-porto-rico>



Radio Habana Cuba